

Franco-British Council seminar at **Hinkley Point**

Financing renewable energies and nuclear power: can we protect states, consumers and investors?

Table ronde du Conseil franco-britannique à **Hinkley Point**

Financer les ENR et le nucléaire : peut-on protéger les états, les consommateurs et les investisseurs ?



Financing renewable energies and nuclear power: can we protect states, consumers and investors?

Financer les ENR et le nucléaire : peut-on protéger les états, les consommateurs et les investisseurs ?

This report was written by Franco-British Young Leader **Rhys Phillips**
Ce rapport a été rédigé par notre Young Leader **Rhys Phillips**

Context

On 23rd March 2022, the Franco-British Council organised a round table discussion in partnership with EDF Energy UK at Cannington Court, EDF's training and conference centre in Somerset, UK. EDF is currently in the process of constructing a new 3,200 MWe nuclear power station, Hinkley Point C (HPC) in Somerset with an estimated operational start date in June 2026. The project has a build cost of between £22 and £23 billion and the plant will have a projected lifetime of 60 years. HPC will consist of two new nuclear reactors which together will provide zero-carbon electricity to around six million homes in the UK. It is hoped that HPC, and nuclear power in general, will make a major contribution to reducing carbon emissions from the UK.

The roundtable discussion was chaired by Hervé Mariton, Chair of the Franco-British Council in France and included remarks from Paul Spence, Director of Strategy and Corporate Affairs at EDF; Christian Gollier, Professor at Toulouse School of Economics; Anne-Christine Champion, Co-head of Natixis Corporate & Investment Banking; and Claire McCreanor, Energy Policy lead at the British Embassy in Paris. The subject of the roundtable was Financing renewable energies and nuclear power: can we protect states, consumers and investors? In attendance was an audience composed of EDF employees working at HPC, members of the Franco-British Council, members of the Franco-British Young Leaders and Local Leaders programmes, and representatives from both the British Embassy in Paris and the French Embassy in London.

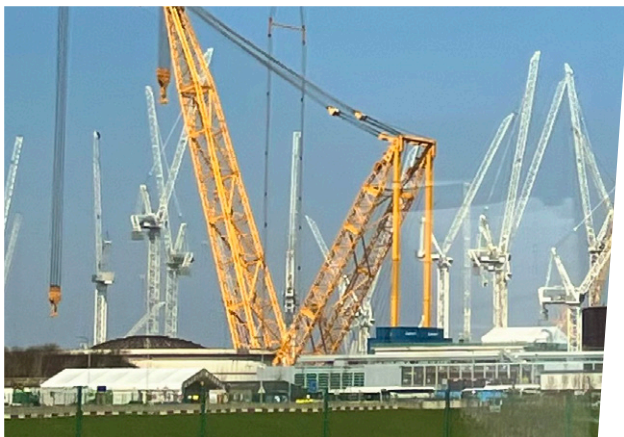
We are currently seeing an energy crisis that is formed on a number of different axes. Firstly, much of the world is still heavily reliant on fossil fuels, of which a finite resource exists. Secondly, as is widely recognised, our use of fossil fuels for energy is a significant contributor to global CO2 emissions and therefore climate change, during a time where we are trying to limit global temperature increases. Finally, in the UK where we heavily rely on natural gas, we are also seeing a crisis around the price of energy for consumers, driven by an increased cost of importing gas.

Contexte

Le 23 mars 2022, le Conseil franco-britannique organisa une table ronde en partenariat avec EDF Energy UK basé à Cannington Court, le centre de formation et de conférence d'EDF situé dans le Somerset, au Royaume-Uni. EDF est en voie de construire une nouvelle centrale nucléaire de 3 200 MWe, Hinkley Point C (HPC) dans le Somerset, la date de début des opérations étant prévue pour juin 2026. Le coût de construction du projet de la centrale est estimé à 22 et 23 milliards de livres sterling et il est prévu que la durée de vie de cette entreprise sera de 60 ans. HPC comportera deux nouveaux réacteurs nucléaires qui, ensemble, fourniront de l'électricité « zéro-carbone » à environ six millions de foyers au Royaume-Uni. L'objectif étant qu'HPC et l'énergie nucléaire en général contribuent considérablement à réduire les émissions carbone en Grande-Bretagne.

M. Hervé Mariton, président du Conseil franco-britannique en France, assura la présidence de la table ronde, au cours de laquelle s'exprimèrent Paul Spence, directeur des Affaires stratégiques et institutionnelles chez EDF ; Christian Gollier, professeur à l'École d'économie de Toulouse ; Anne-Christine Champion, coresponsable de Natixis Corporate & Investment Banking et Claire McCreanor, responsable de la Politique énergétique auprès de l'Ambassade de Grande-Bretagne à Paris. La table ronde porta sur le thème du financement des énergies renouvelables et de l'énergie nucléaire : avons-nous la capacité de protéger les États, les consommateurs et les investisseurs ? Étaient présents à cet événement des employés d'EDF travaillant à la centrale HPC, des membres du Conseil franco-britannique, des Young Leaders et Local Leaders franco-britanniques ainsi que des représentants de l'Ambassade de Grande-Bretagne à Paris et de l'Ambassade de France à Londres.

À l'heure actuelle, nous assistons à une crise énergétique qui s'articule autour de plusieurs axes. En premier lieu, une grande partie du monde est toujours sensiblement tributaire des combustibles fossiles, dont les quantités sont limitées pour être menacées d'épuisement. En deuxième lieu - fait largement reconnu - l'utilisation que nous faisons des combustibles fossiles contribue sérieusement aux émissions de CO2 dans le monde et, par voie de conséquence, au dérèglement climatique, à une époque où nous tentons de limiter la hausse des températures à



As Paul Spence noted, the removal of the energy tariff cap means that energy prices in the UK will increase by 54% from 1st April to its highest ever level, with an expectation that it could see a further 30% increase again in October, effectively meaning that customer will have seen a threefold increase in price over a period of just 12 months. This situation is exacerbated even further by the ongoing crisis in Ukraine and the resulting sanctions against Russia.

In order to both protect our climate and protect customers from further price surges, we must switch to using more electricity than gas (ensuring that this electricity is generated from low carbon sources), and use less energy overall. In fact, the UK's Climate Change Committee (CCC) estimates that we need to double our usage of electricity, whilst quadrupling how much of our electricity is achieved via low carbon means. This will require around £50 billion per year between now and 2035.

When it comes to those low carbon methods of generating electricity, wind and solar energy are likely to be the largest sources of investment for the UK - our disposition to windy weather conditions along with the fact that we have a lot of coastline that enables offshore windfarms makes wind as a renewable energy source a stronger proposition compared to neighbouring countries such as France. But nuclear energy will also be needed to fill the gap. Just this week, the UK Government announced an official target to reach 25% of the UK's power being generated from nuclear energy by 2050 (compared to an average of 15%).

Whilst the Ukraine crisis has contributed to the current energy crisis, Christian Gollier says that it also acts as a motivator for acceleration, a reminder that we need to act, and we need to act now. The world has understood for some time that climate change and our reliance on fossil fuels are a problem, but it is only recently that academics and politicians have been able

l'échelon planétaire. En troisième lieu, au Royaume-Uni où le gaz naturel est une source d'énergie dont nous dépendons dans une large mesure, nous faisons également face à une crise des prix de l'énergie qui affecte les consommateurs et qui est due à la flambée des coûts liés à l'importation de gaz

Comme le souligna Paul Spence, la suppression du plafonnement tarifaire de l'énergie signifie que les prix des énergies au Royaume-Uni augmenteront de 54 % à partir du 1er avril pour atteindre son plus haut niveau, et qu'il faut de surcroît s'attendre à une augmentation supplémentaire de 30 % en octobre ; ceci voulant dire pour le consommateur une triple augmentation des prix en tout juste 12 mois. Cette situation est davantage exacerbée par la crise ukrainienne et par les sanctions de ce fait imposées contre la Russie.

Si nous voulons protéger à la fois notre climat et les consommateurs contre de nouvelles envolées des prix, il est impératif d'utiliser plus d'électricité que de gaz (en s'assurant que cette électricité provienne de sources à faible teneur en carbone) et, dans l'ensemble, de consommer moins d'énergie. Le Comité pour le changement climatique (CCC) de Grande-Bretagne estime qu'il nous faut doubler notre consommation en électricité, tout en quadruplant notre production d'électricité issue de technologies à faible émission de carbone. Pour y parvenir, un investissement d'environ 50 milliards de livres sterling sera nécessaire chaque année à compter de maintenant et jusqu'en 2035.

S'agissant de méthodes de production d'électricité à basse teneur en carbone, le vent et l'énergie solaire constituent pour le Royaume-Uni les plus grandes sources d'investissement. Les conditions météorologiques de notre pays, souvent à la merci des vents, auxquelles vient s'ajouter le fait que nous bénéficions d'une profusion de côtes - favorables à l'installation de parcs d'éoliennes en mer - font du vent en tant que source d'énergie renouvelable une proposition nettement plus attrayante que ne peuvent le faire nos pays voisins dont la France. Il n'en reste pas moins que l'énergie nucléaire devra combler les manques. Cette semaine, le gouvernement britannique a annoncé un nouvel objectif de taille : faire en sorte que 25 % de l'énergie britannique proviennent de l'énergie nucléaire d'ici à 2050 (par rapport à 15 % en moyenne).

Alors que la crise ukrainienne a contribué à la crise énergétique actuelle, Christian Gollier souligna qu'elle est aussi un déclencheur d'accélération, nous rappelant qu'il nous faut agir, et ce dès maintenant. Cela fait déjà un certain temps que le monde a compris que le changement climatique et notre dépendance à l'égard des combustibles fossiles sont problématiques ; mais, ce n'est que récemment que les universitaires et les politiciens insistent sur le fait que des sacrifices sont désormais essentiels, et ceci à une vitesse jamais connue auparavant. Il est impératif de cesser d'utiliser le charbon et le gaz naturel.

to convey the need to make sacrifices now, and at a speed never seen before. We must end our use of coal and natural gas as soon as possible.

But the road we need to take is not always well defined. Some sectors, including aviation and the chemical industry find it very difficult to decarbonise. Some countries are moving in the opposite direction (Poland increased its use of coal by 7% from 2019 to 2021). In France, fuel price increases proposed as part of France's carbon pricing policy were frozen due to the protests of the Gilets Jaunes movement in 2018. And there are huge uncertainties along the way - how do we define our electricity needs in order to fully decarbonise? When will newer technologies such as hydrogen power become industrialised? When can we expect improved battery technologies that will allow us to store this energy efficiently and reliably?

The challenges ahead

Anne-Christine Champion believes that this challenge is uniquely complex due to the three competing objectives that we need to achieve: committing to a net zero emission trajectory; ensuring the security of energy supply; and controlling the costs of that energy for consumers. Not only are these targets challenging to meet, but the path to reach them by 2050 is complex and full of uncertainties, as illustrated by the Ukraine crisis.

A net zero trajectory requires deep cuts in emissions and the phase out of fossil fuels. But to balance that against the security of supply means getting the balance between renewables and low carbon solutions such as nuclear energy. What should that mix look like and at what speed should it be implemented? These difficult decisions need to be managed whilst also managing the risks around costs - protecting both consumers from high energy prices, and investors to ensure that the proposition is attractive to them.

Claire McCreanor agrees that a diverse energy mix is important - we cannot rely on one source and put all of our eggs in one basket. But she also believes that we need to consider this as a global and interconnected system - whilst we have an ambition to reduce our consumption of fossil fuels, it's hard to deny the fact that some essential sectors such as the steel industry will struggle to do so. While we make the shift to low-carbon generation, we also need to think about the possibility of capturing emissions and investing in technologies to generate hydrogen. We

Mais le chemin que nous devons emprunter n'est pas toujours sans embûches. Dans le cas de certains secteurs, notamment l'aviation et l'industrie chimique, la décarbonisation n'est pas une simple affaire. D'autres pays prennent la direction opposée (la Pologne augmenta son utilisation de charbon de 7 % entre 2019 et 2021). En France, la hausse des prix du carburant - proposée dans le cadre de la politique de tarification du carbone - fut gelée suite aux protestations du mouvement des Gilets jaunes en 2018. N'oublions pas non plus de mentionner les innombrables incertitudes qui demeurent : comment définissons-nous les besoins en électricité pour procéder à une décarbonisation intégrale ? Quand les technologies de pointe telles que l'hydrogène-énergie seront-elles industrialisées ? Quand seront disponibles des technologies de pointe utilisées dans le domaine des batteries qui nous permettront de stocker efficacement et en toute sécurité cette énergie ?

Les défis qui nous attendent

Anne-Christine Champion est convaincue que ces défis sont exceptionnellement complexes en raison des trois objectifs conflictuels que nous devons atteindre : nous engager envers une trajectoire zéro émission nette ; assurer la sécurité de l'approvisionnement énergétique et contrôler les coûts de cette énergie d'un point de vue des consommateurs. Non seulement atteindre ces objectifs est un immense défi en soi, mais le chemin à parcourir pour y arriver d'ici à 2050 est complexe et rempli d'incertitudes, comme le démontre la crise ukrainienne.

Parvenir à une trajectoire zéro net appelle à des réductions radicales des émissions et à l'élimination progressive des combustibles fossiles. Mais, établir un juste équilibre entre cette composante et la sécurité des moyens d'approvisionnement revient à établir un équilibre entre les énergies renouvelables et les solutions « bas carbone » telles qu'une énergie nucléaire. Quelle physionomie devrait avoir ce mix et à quelle allure devrait-il être mis en œuvre ? Autant de décisions difficiles qui demandent à être gérées tout en tentant également de maîtriser les risques associés aux coûts, - en un mot, protéger à la fois les consommateurs contre les prix élevés de l'énergie et les investisseurs pour s'assurer que la proposition leur paraisse attrayante.

Claire McCreanor convient de l'importance d'un mix énergétique varié ; en effet, nous ne pouvons pas être tributaires d'une seule source et il n'est certes pas raisonnable de mettre tous nos œufs dans le même panier. Toutefois, elle est aussi convaincue qu'il nous faut envisager ceci sous l'angle d'un système global et interconnecté ; alors que nous avons pour ambition de réduire notre consommation en combustibles fossiles, nous ne pouvons pas réfuter le fait qu'un certain nombre de secteurs essentiels, tels que l'industrie sidérurgique, auront du mal à suivre. Tout en nous réorientant vers une production d'énergie sobre en carbone, nous devons aussi penser à la possibilité de capter des émissions et d'investir dans des technologies susceptibles

can also perhaps learn from history - infrastructure such as railways and canals were built decades ago with private money, with fast approvals to get consent to launch the project. We now see lengthy decision-making processes, which create more uncertainty, less efficiency and therefore more risk to investors.

de générer de l'hydrogène. L'histoire peut aussi être source d'inspiration et nous éclairer : des exemples d'infrastructures comme les chemins de fer et les canaux furent construits il y a des décennies grâce à des fonds privés, les consentements de lancer les projets faisant à ces époques l'objet d'approbations rapides. Or, de nos jours, les processus décisionnels sont fastidieux et chronophages, soulevant davantage d'incertitude, s'avérant moins efficaces et, sans l'ombre d'un doute, présentant plus de risques pour les investisseurs.



Next steps

So what do we need to do to make this happen? What are the strings to our climate saving bow? Paul and Claire both agree that a Regulated Asset Base (RAB) finance model is likely to be part of the solution - it's been tried and tested in the water industry and is likely to be used for the Sizewell C nuclear plant in the East of England, a planned replica of Hinkley Point C.

The result is that the developer (such as EDF), will charge the cost of construction throughout the project, and this will be regulated independently (most likely by the Office of Gas and Electricity Markets (OfGem)), ensuring that the risks are minimised and shared between both investors and consumers. Well defined state policies and regulatory frameworks will be required in order to ensure this. The reduction in risk results in a much lower cost of capital and although there will be a small increase (a few pence a month) to customers' bills during construction, those customers benefit at completion because there is much less interest to pay. These sorts of models protect our energy needs, investors, consumers and our climate. This includes the Nuclear Financing Bill which received Royal Assent at the end of March following its passage through the UK Parliament and will make provision for the use of the RAB model for new nuclear projects.

Christian and Anne-Christine both believe that there needs to be a Carbon Price Floor (CPF) implemented to achieve this. The CPF taxes fossil fuels used to generate electricity via rates set under the Climate Change Levy. The Treasury confirms the target carbon price three years in advance of delivery at each budget, and all revenue from the CPF is retained by the Treasury. This price should probably be quite high. We behave right now as if our climate resource is infinite, without cost. Whilst we know there is a price, what that price should be exactly, is still open to debate, however. It needs to be defined, it needs to be modelled.

The UK Government has recently recommended a cost of £250 per tonne of CO₂, much higher than the existing cost passed on to consumers (although Christian's estimates for energy generated by Hinkley Point put that cost around 175 euros per tonne of CO₂). But by putting a floor on this carbon price, we can incentivise the market players to reduce their emissions within the next 30 years, whilst sharing the risk between investors and consumers by offering long term guarantees on these prices.

Subsidies are also necessary and have been proven to work - they allow technologies

Étapes suivantes

Et maintenant, que devons-nous faire pour que cela devienne réalité ? De quelles cordes disposons-nous à notre arc de sauvegarde climatique ? Paul et Claire sont tous deux d'avis qu'un modèle de financement dit « Base d'Actifs Régulés » (RAB - Regulated Asset Base) pourrait aider à résoudre le problème. Cette solution est actuellement éprouvée et testée dans le secteur de l'eau et sera probablement appliquée dans la centrale nucléaire de Sizewell C située à l'est de l'Angleterre, et qui est une réplique planifiée de Hinkley Point C.

Il en résulte que le promoteur (tel que EDF) facturera les coûts de construction sur l'ensemble du projet, - coûts qui seront régulés indépendamment (sans doute par le Bureau des Marchés du gaz et de l'électricité (Office of Gas and Electricity Markets ou OfGem), ceci garantissant que les risques sont réduits au maximum et partagés entre les investisseurs et les consommateurs. Pour ce faire, il faudra s'appuyer sur des politiques étatiques et des cadres réglementaires bien définis. Précisons que la réduction des risques se traduit par une très nette baisse du coût du capital et, même si les factures des consommateurs accusent une légère augmentation (de quelques centimes par mois) au cours de la construction, ces clients ne seront pas perdants en fin de projet étant donné que les intérêts à verser seront moindres. Ces types de modèles ont l'avantage de protéger nos besoins énergétiques, les investisseurs, les consommateurs et notre climat. Le projet de loi de financement nucléaire (« Nuclear Financing Bill »), qui a reçu la sanction royale fin mars suite à son adoption par le Parlement britannique, comportera une disposition concernant l'utilisation du modèle RAB (base d'actifs régulés) dans les nouveaux projets nucléaires.

Selon Christian et Anne-Christine, pour parvenir à ces fins, il est impératif d'appliquer un prix plancher du carbone (PPC), en vertu duquel le PPC prélève une taxe sur les combustibles fossiles pour générer de l'électricité par rapport à des taux arrêtés au titre de la Taxe sur le changement climatique. Le Trésor confirme le prix cible du carbone trois ans avant l'exécution de tout budget, et toutes les recettes générées par le PPC sont retenues par le Trésor. Ce prix devrait probablement être particulièrement élevé. Pour le moment, nous faisons comme si notre ressource climatique était inépuisable et sans coût. Même si nous savons fort bien qu'il y a un prix à payer, quel devrait en être le montant reste toutefois une question à débattre. Ce prix demande à être déterminé, à être modélisé.

Récemment, le gouvernement britannique a recommandé un coût de 250 livres sterling par tonne de CO₂, un chiffre nettement supérieur au coût imputé aux consommateurs (bien que les estimations de Christian concernant l'énergie que produit Hinkley Point ajuste ce coût à environ 175 euros par tonne de CO₂). Cela dit, en imposant un plancher sur le prix du carbone, nous pouvons encourager les acteurs du marché à réduire leurs émissions dans les 30 années à venir, tout en répartissant le risque entre les investisseurs et les



to mature and become embedded in the market whilst their price drops. Take solar panels as a clear example - these were heavily subsidised to start, allowing for innovation and development, and as demand grew and the technology matured, the cost dropped and the subsidies have been relied on less. The same approach is likely to be needed for other low carbon technologies such as nuclear power.

A final challenge is around consumer acceptance. For many in the UK, the term 'nuclear energy' conjures up negative images of power plant disasters, pollution and pieces of glowing green material being chucked aside by Homer Simpson. There is a big job to do when it comes to the public understanding of this science. Industry players such as EDF need to have a strong public engagement and science communication strategy, not only to raise awareness about the challenge ahead and its importance, but also to demonstrate that technologies such as nuclear energy will play a vital part of the solution, that they are safe, reliable, clean and efficient.

It is worth noting that whilst this last challenge exists everywhere, it is not always exactly the same - nuclear energy is generally well accepted in France where, until about ten years ago, almost all of the country's power was generated from nuclear energy. And whilst offshore wind is generally well accepted in the UK and Denmark, in France it is generally seen as a less favourable option by the public due to the impact the infrastructure has on the landscape. Interestingly, both the UK and France are now moving towards a mix of nuclear and renewables, but are approaching it from opposite directions - the 2011 Fukushima disaster resulted in France starting to decrease its reliance on nuclear energy, recognising the need for a diverse energy mix, while the UK is increasing its nuclear capacity.

consommateurs en offrant des garanties à long terme sur ces prix.

L'attribution de subventions, qui a largement fait ses preuves, doit aussi être prise en compte, car elle permet aux technologies d'arriver à maturité et d'être intégrées au marché au fur et à mesure que leur prix baisse. Prenez par exemple les panneaux solaires : au départ, ils bénéficièrent d'importantes subventions qui permirent d'en favoriser l'innovation et le développement ; tout en notant que - plus la demande était élevée et plus la technologie arrivait à maturité - les coûts chutaient et le besoin en subventions se faisait moins pressant. Il est probable qu'il faudra adopter une approche analogue dans le cas d'autres technologies à faible teneur en carbone comme l'énergie nucléaire.

Un dernier défi à relever est celui de l'acceptation du consommateur. Au Royaume-Uni, et ce pour bon nombre d'individus, le terme « énergie nucléaire » évoque des images négatives de catastrophes, de pollution et de bribes de matières luminescentes vertes que Homer Simpson balaye du revers de la main. La tâche est loin d'être simple quand il s'agit d'expliquer au grand public en quoi consiste cette science. Les acteurs industriels, dont les intervenants d'EDF, doivent poursuivre une politique d'engagement public forte et disposer d'une stratégie de communication scientifique, pour non seulement sensibiliser la population aux défis auxquels s'attendre et à leur importance, mais pour également les convaincre que des technologies telles que l'énergie nucléaire seront des facteurs essentiels de la solution, à savoir qu'elles sont sûres, fiables et efficaces.

Il importe de noter que, même si le sentiment qui se dégage de ce défi se retrouve partout, il n'est pas toujours perçu de la même façon : généralement, l'énergie nucléaire est bien acceptée en France où, jusqu'à il y a à peu près dix ans, pratiquement l'intégralité de l'énergie du pays était produite à partir de l'énergie nucléaire. En revanche, alors que l'énergie éolienne offshore est dans l'ensemble bien acceptée au Royaume-Uni et au Danemark, la plupart des Français voient dans cette énergie une solution moins favorable en raison de l'infrastructure qu'elle peut avoir sur le paysage. Curieusement, à présent, aussi bien le Royaume-Uni que la France se tournent vers un mix d'énergie nucléaire et d'énergies renouvelables, en adoptant toutefois une approche opposée ; en effet, la catastrophe nucléaire Fukushima en 2011 a incité la France à commencer à moins dépendre de l'énergie nucléaire, reconnaissant le besoin de disposer d'un mix énergétique varié, alors que le Royaume-Uni choisit d'accroître sa capacité nucléaire.

Conclusion

Moving to net zero emissions poses two main challenges when it comes to energy consumption - firstly the move away from fossil fuel dependency, and secondly the protection of consumers from high energy prices. There are two main actions that we need to undertake as a society - moving to cleaner energy (with a good balance between renewables and low-carbon sources) and using less energy as a whole.

However there are multiple challenges to consider - the construction of nuclear power plants takes a long time meaning high risk for investors, the environment is constantly changing meaning an agile approach is needed, newer technologies such as hydrogen power and battery storage technologies are not yet mature, and consumer acceptance of nuclear technologies can be difficult.

In order to make this a success, several techniques will need to be implemented - governmental subsidies, regulated asset base frameworks and carbon price floors are all expected to be necessary steps to take if we are to achieve our net-zero energy ambitions by 2050.

For more information about the Hinkley Point C project, go to

<https://www.edfenergy.com/energy/nuclear-new-build-projects/hinkley-point-c>

For more information about the Franco-British Council, go to

<https://francobritish.org/>

Conclusion

Quand il s'agit de consommation énergétique, l'engagement envers une trajectoire zéro émission nette soulève deux principaux défis : tout d'abord, l'éloignement de la dépendance à l'égard des combustibles fossiles, et ensuite la protection des consommateurs contre les prix élevés de l'énergie. Ainsi, deux mesures s'imposent à nous au nom de la société : amorcer une transition vers une énergie plus propre (c.-à-d. atteindre un juste équilibre entre des énergies renouvelables et des sources énergétiques à faible teneur en carbone) et consommer moins d'énergie en général.

Néanmoins, les défis dont il faut aussi tenir compte sont légion. La construction de centrales nucléaires est un processus particulièrement long et à haut risque pour les investisseurs, l'environnement change constamment appelant à adopter une approche souple, des technologies de pointe comme les technologies de l'hydrogène et de stockage par batteries n'ont pas encore atteint leur maturité, et l'acceptation des technologies nucléaires par les consommateurs peut se révéler difficile.

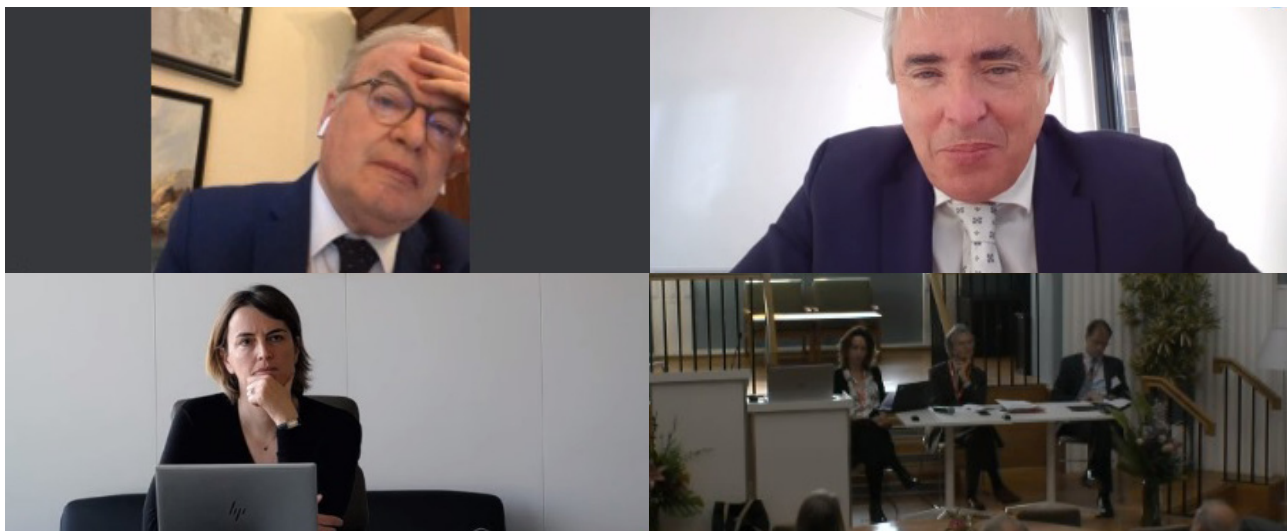
Pour que cette entreprise soit une réussite, il nous faudra faire appel à plusieurs méthodes : disposer de subventions gouvernementales, avoir recours à des cadres de financement dit « Base d'Actifs Régulés », appliquer un prix plancher du carbone (PPC), -autant de mesures indispensables si nous voulons atteindre nos ambitions en faveur d'une énergie zéro émission nette d'ici à 2050.

Pour en savoir plus sur le projet Hinkley Point C, veuillez consulter le site :

<https://www.edfenergy.com/energy/nuclear-new-build-projects/hinkley-point-c>

Pour en savoir plus sur le Conseil franco-britannique, veuillez consulter le site :

<https://francobritish.org/>



Contact

Franco-British Council
c/o The British Library
96 Euston Road,
London, NW1 2DB
info@francobritish.org
www.francobritish.org

